



Le syndrome Papy Voise

A quelques jours maintenant du premier tour de l'élection présidentielle, la campagne s'accélère.

Et comme avec papy Voise, du nom de ce vieil homme agressé à quelques jours des élections de 2002, on assiste à une formidable instrumentalisation des médias par les candidats.

Et comme en 2002, on voit un pouvoir aux abois dicter les conducteurs de nos journaux. Depuis quelques temps, Nicolas Sarkozy a décidé de recentrer sa campagne sur l'insécurité et l'immigration. Et depuis quelques temps, on assiste à une multiplication de reportages sur nos antennes sur ces questions.

Etait-il nécessaire de multiplier les éditions spéciales sur l'affaire « Merah », alors qu'il n'y avait pas d'information nouvelle à donner ? Ou au moins, ne pouvait-on mieux les préparer ? Pourquoi vouloir à tout prix copier les chaînes d'info au risque de divulguer de fausses informations ? A quoi servent les enquêtes de voisinage bidon et les micros-trottoirs pleins d'empathie, si ce n'est à satisfaire un voyeurisme souvent morbide ?

Et pendant ce temps, nous n'enquêtons pas sur les suites de l'affaire Bettencourt et l'éventualité d'un financement de la campagne de Nicolas Sarkozy avec l'argent que Patrice de Maistre est soupçonné d'avoir détourné. Par contre, nous sommes là à 6 heures du matin pour assister aux exploits du GIGN interpellant de possibles « extrémistes musulmans ». De là à imaginer qu'avec ces choix, nous pourrions faire la com du gouvernement...

Et puisque nous parlons de com, que penser de toutes les images de meetings fournies par les équipes des candidats ? Des plans de public à la « louma » ou avec des grues, des plans de coupe complaisants... Les images des personnes qui assistent à ces meetings n'ont-elles donc aucune valeur journalistique ?

Quant aux questions internationales, elles ont pratiquement disparu de nos antennes.

La CGT souhaite ouvrir le débat au sein de la rédaction. Elle demande à la direction de l'information d'organiser au plus vite une réunion pour aborder toutes ces questions éditoriales.

Paris, le 2 avril 2012